

VOL. XVII

OCTOBRE 1911

No 10

E.K.

LA

REVUE LEGALE

(NOUVELLE SÉRIE)

PUBLICATION MENSUELLE

DE

JURISPRUDENCE ANNOTÉE

CONTENANT

LES ARRÊTS DE PRINCIPES DE TOUS NOS TRIBUNAUX

RÉDACTEUR:

J. J. BEAUCHAMP, C. R.,

AVOCAT AU BARREAU DE MONTRÉAL, DOCTEUR EN DROIT

Auteur de "*The Jurisprudence of the Privy Council*", du "*Répertoire de la Revue Légale*"
et du "*Code civil annoté*".

AVEC LE CONCOURS DE PLUSIEURS COLLABORATEURS.

L'étude du droit élève l'âme de ceux qui s'y
voient, leur inspire un profond sentiment de la
dignité humaine, et leur apprend la justice, c'est-
à-dire le respect pour les droits de chacun.

(REBACH, *Etude du droit*, p. 12).

WILSON & LAFLEUR, Limitée, Editeurs

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence,

17 et 19, RUE SAINT-JACQUES

MONTRÉAL, Can.

AVIS

Tout ce qui concerne la rédaction doit être envoyé à J. J. BEAUCHAMP, C. R., avocat, 66 Est, rue Notre-Dame. Tout ce qui regarde l'administration et les abonnements doit être adressé au bureau de LA REVUE LÉGALE, 17 et 19, rue Saint-Jacques, Montréal, Canada.

ABONNEMENT ANNUEL:

| | | |
|----------------------------------|-------|-----------|
| Pour le Canada et les Etats-Unis | - - - | \$5.00 |
| Pour l'Etranger | - - - | 6.00 |
| CHAQUE NUMERO SEPAREMENT, | - - - | 50 Cents. |

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| CHS. DONALDSON et al. vs. ZEPHIRIN DEFOY. — Accident du travail. — Autorisation à poursuivre. — Discretion du juge. — Appel | 448 |
| EMILE MARTINEAU vs. J. A. DEBIEN. — Quo Warranto. — Commissaires d'écoles. — Intérêt dans un contrat | 450 |
| THE KING vs. PHILIPPE ST-PIERRE. — Conspiracy. — Evidence. — Accomplice. — Corroboration. — Entries in book | 454 |
| DAME L. E. ECKELS vs. M. A. PIOHE. — Contrat. — Error. — Consideration. — Nullity. — Content of deed | 459 |
| THE CITY OF MONTREAL vs. DAME E. S. TIFFIN, et vir. —City of Montreal.— Homologated line. — Public street. — Servitude. — Prescription. — Action négatoire | 472 |

JUST OUT !! 1 VOLUME OF 600 PAGES
Price Bound Cloth, - - - \$2.50

The Civil Code of Lower Canada and the Bills of Exchange Act, 1906

WITH ALL STATUTORY AMENDMENTS VERIFIED, COLLATED AND INDEXED

BY

WM. H. BUTLER, L.L.M., Advocate at the Montreal Bar, Assistant City Attorney of City of Montreal

WILSON & LAFLEUR, Limited, Law Book-ellers and Publishers

17 and 19 St. James Street, - - - MONTREAL

LES VOLUMES 1 & 16 (1895-1910) INCLUSIVEMENT, AVEC BELLE RELIURE,
½ VEAU, \$5.00 CHAQUE.

du 15 mai 1879 au 7 mai 1880. Les actions en cette cause ont été transportées par l'hon. P. H. Roy à feu Joseph Brunet le 2 avril 1904 . . . D'ailleurs le contestant ne pourrait invoquer cette faute, si faute il y avait, puisqu'il y a contribué lui-même, et que l'on ne peut invoquer sa propre turpitude pour se libérer d'une obligation.

(B)

“Ce grief n'est pas mieux fondé. Les actions, en effet, ont été enregistrées dans le livre de la Banque de Saint-Jean, non pas peut-être de la manière qu'elles auraient dû l'être. Au lieu d'être signées sur les pages même du livre d'actions elles ont été écrites et signées sur des feuilles détachées, feuilles imprimées, qui ont été ensuite collées dans le livre d'actions. Cela paraît avoir été l'habitude à la Banque, et si cela constitue une irrégularité, l'irrégularité ne peut certainement pas tirer à conséquence, puisque personne ne s'en est plaint, puisque personne n'en a souffert préjudice. D'ailleurs comme pour le premier grief ce n'est pas au contestant, ès-qualité, à s'en plaindre au nom de Brunet, puisqu'il invoque l'irrégularité de Brunet lui-même.

(C)

“Ce grief est mal fondé en fait: la preuve démontre que le certificat d'actions a été passé, signé par P. H. Roy et accepté sous la signature de Brunet lui-même.

(D)

“La preuve démontre que c'est Joseph Brunet qui a toujours retiré les dividendes par l'entremise de P. H. Roy, à qui il avait donné une procuration écrite à cet effet. La procuration est produite et l'on n'en a pas même, dans

la preuve, contesté l'authenticité. C'est donc Brunet qui retirait les dividendes, et ce grief est, en fait, mal fondé.

(E)

“La cour Supérieure de Montréal a ordonné la rétrocession des dites trente parts à P. H. Roy, par jugement du 24 septembre 1908. La contestation dans cette dernière cause n'a été liée qu'entre le représentant de Brunet et P. H. Roy. Le jugement est basé uniquement sur un écrit sous seing privé, faisant la loi des parties dans cette cause-là. Par cet écrit sous seing privé P. H. Roy s'obligeait de reprendre les dites trente parts qui avaient été transportées à Joseph Brunet lorsque ce dernier l'exigerait. L'on comprend qu'en face de tel écrit la rétrocession des dites parts ait été ordonnée et fasse loi entre les deux parties concernées par le jugement, mais cette Cour en déduit contre le contestant la conséquence nécessaire que ces parts étaient bien et dûment transportées par P. H. Roy à Brunet, puisqu'il a fallu une action et un jugement basé sur un écrit sous seing privé, (lequel écrit ne lie pas du tout la Banque de Saint-Jean) pour que la dite rétrocession fût ordonnée. Enfin ce jugement ne peut affecter les droits de la Banque de Saint-Jean, puisqu'il a été rendu non-seulement dans une cause où il n'a pas été assigné ni entendu, mais parce que le dit jugement a été rendu le 24 septembre 1908, alors que les procédures étaient intentées en cette cause-ci, du 4 septembre 1908.

(F)

“Le contestant ne peut se plaindre de ne pas avoir été assigné préalablement à l'émanation de l'ordonnance qui lui a été signifiée. En effet la sect. 55 de “L'Acte des Liquidations”, se lit comme suit:—

“La Cour peut, à toute époque, après avoir ordonné la mise en liquidation, ordonner à tout contribuable porté sur la liste des contribuables, d’avoir à payer à la compagnie, de la manière mentionnée à la dite ordonnance, tous deniers exigibles de lui ou sur les biens de la personne qu’il représente, à raison de quelque appel de fonds fait sous l’autorité de la présente loi.”

“La Cour peut même n’ordonner qu’à un certain nombre de contribuables de payer ce qu’ils doivent à la banque en vertu de la sect. 57 du même acte. La Cour a complète discrétion à exercer, et s’il y a un surplus à distribuer, dans le cas où la Cour a demandé aux contribuables de payer plus qu’il n’est nécessaire, ce surplus est distribué après la liquidation close, en vertu de l’article 60 du même acte.

(G)

“La réponse à ce grief se trouve comprise dans la réponse précédente.

(H)

“Enfin, le contestant prétend que la Banque n’a jamais existé légalement.

“La banque a été organisée le 3 mai 1873, Statut 36 Viet. chap. 15. Elle avait un an pour faire son organisation provisoire, qu’elle devait compléter pour le 3 mai, 1874.

“Le contestant, citant la sect. 6 du Statut créant la dite Banque de Saint-Jean, déclare qu’elle n’a jamais existé légalement. Par conséquent, la Banque de Saint-Jean n’ayant jamais existé légalement, les actions sont nulles. Brunet n’a jamais encouru de responsabilités, encore moins la double responsabilité, pour laquelle on demande sa condamnation. . . . Si cette conclusion est vraie, pas une seule transaction de la banque depuis le 3 mai 1874 n’est

valable. On voit d'ici le chaos où l'on s'engouffre sans pouvoir jamais en sortir équitablement. . . . Ceux qui ont acheté et payé des parts pourraient demander remboursement, car ce n'était pas des parts de banque. Et qu'advierait-il des parts vendues et revendues successivement à plusieurs acheteurs différents? Qu'advierait-il même du papier-monnaie garanti par le Gouvernement, si réellement la banque de Saint-Jean n'était pas une banque? Mais laissons là les conséquences et revenons à l'argument légal.

“La sect. 6 du dit Statut, invoquée par le contestant, se lit comme suit:—

“La dite banque devra obtenir du Bureau de la Trésorerie, dans les douze mois de la passation du présent acte, le certificat requis par la sect. 7 du dit “Acte concernant les banques”, passé dans la trente-quatrième année du règne de Sa Majesté, chap. 5. A défaut de quoi le présent acte deviendra et sera nul et de nul effet, et la charte par le présent octroyée et tous les droits et privilèges qu'elle confère cesseront d'exister.”

“La sect. 7 du chap. 5 du Statut des Banques, mentionnée dans cette sect. 6 du Statut créant la Banque de Saint-Jean, se lit comme suit:—

“Nulle banque à l'avenir, incorporée, à moins qu'il ne soit autrement prescrit par sa charte, n'émettra de billets ni ne commencera ses opérations de banque avant que \$500,000.00 du fonds social aient été souscrites “bona fide” et que \$100,000.00 aient été “bona fide” versées, ni à moins qu'elle ait obtenu au préalable, du Bureau de la Trésorerie, un certificat à cet effet, lequel certificat sera accordé par le Bureau de la Trésorerie lorsqu'il aura été prouvé à sa satisfaction que ces montants du capital de la

“banque ont été souscrits et versés “bona fide” respectivement, et si au moins \$200,000.00 du capital souscrit de la banque n’ont pas été versées avant qu’elle commence ses opérations de banque tel autre montant qui sera nécessaire pour compléter la dite somme sera demandé et payé dans les deux années ensuite; et il ne sera point nécessaire que plus de \$200,000.00 du capital d’une banque incorporée avant ou après la passation du présent acte, soient perçues dans une période fixe à compter de la date de son incorporation.”

“Comme on le voit en lisant la sect. 6 du Statut 36 Vict., qui a créé la Banque de Saint-Jean, la dite banque de Saint-Jean était tenue d’obtenir, dans les douze mois à compter du 3 mai 1873 au 3 mai 1874, un certificat du Bureau de la Trésorerie lui permettant d’ouvrir ses portes, et si elle n’obtenait pas ce certificat son acte d’incorporation devenait nul et de nul effet.

“Et en relisant la sect. 7 de l’acte général des banques, ci-haut cité, l’on voit que c’est le Bureau de la Trésorerie d’Ottawa qui est le *Pouvoir discrétionnaire* chargé de décider si oui ou non le dépôt de \$100,000. dans une banque incorporée du Canada a été fait “bona fide”; si la souscription de son capital de \$500,000.00 a été faite “bona fide” Quant au paiement des \$200,000.00, il ne peut être question d’appliquer cette condition comme une condition préalable à l’ouverture des portes d’une banque puisque la banque a deux ans après sa mise en opération pour remplir cette condition. A tout événement, la condition spéciale imposée à la banque de Saint-Jean pour légaliser son existence et sa mise en opération, à partir du 3 mai 1874, c’est qu’elle obtienne du Bureau de la Trésorerie un *certificat* qu’elle a rempli ses obligations et qui lui permet d’ouvrir ses portes. Il est en preuve que ce certificat a

été obtenu à la suite d'une longue correspondance entre la Banque de Saint-Jean, provisoirement constituée, et le Bureau de la Trésorerie d'Ottawa. Le Bureau de la Trésorerie a d'abord fait objection à la première organisation de la Banque de Saint-Jean. Elle avait fait souscrire une partie de ses actions par la Société Permanente de Construction du District d'Iberville, et le Bureau de la Trésorerie, jugeant que cette souscription pouvait être irrégulière, a refusé de délivrer le certificat demandé. C'est alors que la Banque de Saint-Jean a refait son organisation, tel qu'il est constaté au dossier. Le Bureau de la Trésorerie a accepté l'organisation de la Banque de Saint-Jean telle que faite et a donné le certificat requis par la sect. 6 du chap. 15 du Statut 36 Viet., permettant à la Banque de Saint-Jean de commencer ses opérations. La Banque a ouvert ses portes, et sa charte, qui se trouvait confirmée par l'obtention de ce certificat du Bureau de la Trésorerie, a été renouvelée depuis, à cinq reprises différentes, à savoir, en 1881, 1886, 1890, 1900 et 1906. La banque a existé "De-Facto" depuis 1874. Elle a continué ses opérations jusqu'au 28 avril 1908; personne n'a jamais mis en question la légalité de son organisation. Brunet, que représente le contestant, a été actionnaire de la dite banque depuis le 2 janvier 1896, pour deux cents parts, et depuis le 2 avril 1904, pour 30 parts, lesquelles 30 parts forment la base de la présente contestation; il a été directeur de cette banque, il en a perçu les dividendes; et sans même offrir la remise de ces dividendes à la banque en liquidation il refuse de payer la double responsabilité, retenant d'une main ce qu'il ne peut garder comme sien que si la banque a existé légalement et refusant de l'autre main de payer ce qu'il doit si la banque a existé légalement.

“Discutons maintenant la valeur intrinsèque de la prétention légale du contestant :

“La seule cause de nullité absolue décrétée par la sect. 6 du Statut de la Banque de Saint-Jean, c'est que la dite banque devait obtenir, sous peine de déchéance dans les douze mois de son incorporation, un certificat du Bureau de la Trésorerie lui permettant d'ouvrir ses portes. Le contestant ne nie pas qu'elle ait obtenu ce certificat, mais il dit : “Ce certificat a été obtenu par fraude et par dol, puisque les conditions que la banque devait remplir pour obtenir ce certificat n'ont pas été remplies “bona fide.” En admettant même qu'il y aurait eu irrégularité dans l'exécution des obligations de la Banque de Saint-Jean, préalablement à l'obtention du certificat du Bureau de la Trésorerie, ces irrégularités constitueraient tout au plus une manœuvre frauduleuse. C'est certainement la position la plus avantageuse que je puisse concéder au contestant. Or, même à ce point de vue, il n'en est pas moins vrai que la fraude et le dol ne sont pas des causes de nullité absolue, et ils doivent être prouvés pour rendre nuls les contrats qui en sont entachés. L'art. 993 du C. c. dit :

“La fraude ou le dol est une cause de nullité lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties ou à sa connaissance sont telles que, sans cela, l'autre partie n'aurait pas contracté.” Il ne se présume pas et doit être prouvé.

“Le dol ou la fraude doit donc être prouvé pour mettre fin à un contrat existant ou annuler une obligation dont on demandait l'exécution. Il doit être prouvé et prouvé de la manière prévue par la loi. Or, pour demander la nullité d'une charte de banque pour cause de fraude il n'y a qu'une autorité compétente et qu'une procédure déterminée par notre code. L'autorité compétente c'est le Ministre de la Justice et la procédure déterminée c'est le *scire facias*, en vertu de l'art. 978 du C. p. c. Je com-

prends que la cour Supérieure a le droit d'entendre tous les torts dont on se plaint, mais il faut que cela soit fait en vertu de la procédure régulière.

"Il y a, dans le cas de l'existence d'une banque dont on attaque la légalité, une procédure fixée spécialement par l'art. 978 du C. p. c. Or, le contestant n'a pas eu recours à cette procédure. Il a contesté personnellement par la voie ordinaire d'une action en réclamation de deniers, qui lui était signifiée. Il est vrai qu'il s'est ravisé, après avoir produit trois contestations différentes, et s'est adressé en fin de compte à la véritable autorité, spécialement déterminé par l'art. 978 C. p. c., en demandant au Ministre de la Justice l'émanation d'un *scire facias*, mais il est en preuve que son application a été refusée et la Cour considère que le renvoi de cette application par le Ministre de la Justice met fin au litige soulevé de ce chef par le contestant, en autant que la présente cause est concernée.

"Les autorités, sur ce point, sont nombreuses et nullement contestées. Les auteurs et la jurisprudence sont unanimes à déclarer que la seule procédure pour contester l'existence d'une banque pour irrégularité dans son incorporation est le *scire facias* émané, non pas au nom d'un particulier, mais par le Ministre de la Justice, qui *doit* le faire s'il s'agit de l'intérêt public, et qui *peut* le faire dans les autres cas.

"Thompson :—"*On corporation*," 2ième édition, No. 178, dit :—"A failure to comply substantially with statutory requirements that are deemed conditions precedent will subject the corporation to a judgment of *ouster* in a direct proceeding by the State for that purpose. *No one else can question the validity of the incorporation.*"...

"*American and English Encyclopedia of Law*, 1ère édid. p. 143, Vol. 3, dit :—

"Fraud against the State in obtaining the charter will *not vitiate the charter* so long as the State does not elect "to set it aside. For fraud does make not grants or contracts void but only voidable." Même auteur, *Vol. 3, page 142, au mot "Charter", dit:—"Corporate existence cannot be denied by one who deals with an association as a corporation. The existence can only be attacked by the States."*

"29, *R. C. S., page 239, Common vs. McArthur.*

"A shareholder cannot avoid his liability as a contributory by setting up defects or illegalities in the organization of the Company, such grounds can be only taken upon direct proceeding at the instance of the Attorney-General."

"Enfin, la Cour considère que la légalité de l'existence de la banque ne peut-être attaquée après l'expiration des trente ans qui ont suivi la perpétration de ces fraudes, si fraude il y a eu.

L'art. 2242 C. c. déclare en effet que:—"Toutes choses, droits et actions, dont la prescription n'est pas autrement réglée par la loi, se prescrivent par trente ans, sans que celui qui prescrit soit obligé de rapporter titre et sans qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi."

"La Cour ne considère pas cette dernière considération comme importante, vu les raisons ci-haut données à l'encontre de la contestation du contestant, mais elle ne l'ajoute que comme expression d'opinion, vu que le point a été soulevé par le liquidateur tant à l'argument que dans la procédure écrite.

"Les plaidoyers du contestant doivent donc être renvoyés avec dépens."

La cour d'Appel a confirmé ce jugement:

Cross, J. — “Two objections upon points of practice are made on behalf of the appellant. The first is to the effect that the liquidator was not authorized by the court or judge to take the proceeding in question against the appellant.

“So far as respects the making of a list of contributories, the Winding-Up Act makes the settling of such a list an act to be performed by the court itself. For that operation the act itself is sufficient warrant.

“So far as respects the “call” or demand for actual payment, the objection is more serious. The liquidator acted under a general authorization given by the judge on the 28th May, 1908, in the terms following:

“Autorisons le dit Tancrède Bienvenu, liquidateur, à “faire sans la sanction et sans l'intervention de la Cour “les actes suivants, savoir:

“1. Agir en demandant et en défendant dans toutes “actions, poursuites ou autres, procédures en justice au “civil, soit en son propre nom comme liquidateur, ou au “nom de la banque, et ce dans les causés pendantes et dans “celles qui pourront être intentées à l'avenir.”

“The argument for the appellant is to the effect that an authorization in these general terms is insufficient. The work of *White, Company Law*, page 127, section 9, and the decision in *Molleur vs. La Cie, etc., du St-Laurent*. (1887) *M. L. R.*, 3 *S. C.*, 470; and *Ross vs Perras* are cited.

“The case of *Molleur* was decided in 1887. It was only in 1889 that the Winding-Up Act was amended by 52 Vict. c. 32, sec. 12, so as to authorize the court to make an order to enable the liquidator to exercise any of the powers conferred upon him by the act without the sanction or intervention of the court.

"The passage in the work of White would indicate that, in the absence of such an enabling order, the holding in the Molleur case would apply, and the liquidator would need to be able to show a specific authorization, granted pursuant to notice of the application for it, but, the law in fact having been amended, the decision does not apply and the citation from White does not help the appellant.

"It would also appear from the citation, in the case of *Ross vs. Perras*, of the particular sections of the Winding-Up Act (cap. 129, R. S. C., 1886) that the effect of the amendment of the year 1889 was not considered, the recital being that in virtue of section 31 (now section 34) the authorization had to be obtained pursuant to previous notice of the application for it.

"Besides, the nature of the proceeding adopted in that case by the liquidator shows that he was not proceeding under the amendment. In view of the amendment of 1889 (now section 38) such previous notice was not necessary in the present matter.

"It may be inferred from the other ground of the decision in *Ross vs. Perras* — though not argued at the hearing — that the appellant inferentially argues that the call or demand of payment in the present case should have been made in the name of the bank, and not in the name of the liquidator. But section 34 specifically provides for the bringing of the suit or proceeding in the name of the liquidator, and the authorization left it open for him to do so.

"In view of the reasoning in *Kent vs. Les Soeurs, etc.* (1903), *App. Cas.* 220, and of the fact that the operation of winding-up is to be regarded as being carried on by the court, whose officer the liquidator is, I consider that it cannot now be held that a liquidator prosecuting as an

officer of the court a demand for a call, violates the rule against pleading by procuration.

"The liquidator pleads in virtue of a real status or "qualité" which he possesses and is not a mere agent for another litigant. It is not a case of one person using the name of another to plead. The reasoning of the Chief Justice in the case of *Moffatt vs. Burland*, to be found at page 76 of 4 D. C. A., and the authorities were cited, make this clear and can serve to distinguish the holding of this Court in *Glickman & Stevenson*— a case besides in which the adjudication was warranted by grounds other than the one recited in the formal judgment.

"It is true that the decision in *Moffatt & Burland* was reversed (11 Can. 76), but the reversal proceeded upon a ground which leaves intact the reasoning just referred to, and indeed would appear to sustain the position of the respondent in the present case, for it was said in that case in the Superior Court:

"Therefore (p. 80), in the absence of the statutory title to sue as representing creditors, such as is conferred by bankruptcy and insolvency statutes, an assignee in trust for creditors can only enforce the same rights of action as the parties making the assignment to him could have enforced."

"In the present case, the liquidator has the "statutory title to sue." which was lacking in the *Burland & Moffatt* case.

"The other question of procedure, raised on behalf of the appellant, is the contention that, inasmuch as the list of contributories had not been previously settled, that part of the respondent's demand, which prays for an order for actual payment, is premature, for the reason that calls can only be made on contributories "for the time being settled

on the list of contributories" (sec. 57). In support of this argument, a passage from *Lindley*, on the law of companies, is cited to the effect following:

"A call can only be made upon persons who are settled on the list of contributories; but it is not necessary to wait until the list is completed; nor until the assets of the company have been realized or have been ascertained to be insufficient to discharge the liabilities; nor until the claims against the company have been established."

"It may be observed that under the English Act the making of the list of contributories is the act of the liquidator, who is required to hear the parties, whereas here it is the act of the court. One can readily see that, in England, it would not be a regular course for the liquidator to apply for an order for payment against an alleged debtor whom he had neglected to put upon the list.

"Under our act, and particularly in view of sec. 38, no rule of legal procedure is infringed because of the settling of the list and the making of the call being asked for by one and the same demand.

"Apart from these questions of procedure, the grounds of defence put forward on the merits by the appellant are devoid of foundation.

"It is said that the bank did not exist as a share company, notwithstanding the granting of the certificates of the Treasury Board, for the reason that the certificate or license was granted improvidently and without 20 per cent. of the amount of the subscribed shares having been paid in "bona fide."

"It is proved that the bank did have the requisite sum of \$100,000 on deposit with the bankers, but the appellant objects that the shareholders did not themselves *bona fide* pay in this sum.

"It appears that the bankers in question (La Banque Jacques-Cartier) furnished this sum to the now insolvent bank upon a note of a building society, endorsed by the promoters and by a cash loan from the building society. It would also appear that the insolvent bank took from its shareholders their promissory notes for the instalment of their shares of stock, thus treating them as if nothing had been paid in upon their shares.

"These facts, however, do not obliterate or destroy the fact that the bank had the sum of \$100,000 in actual cash at its bankers and subsequently drew it out.

"Even if appellant's contention did not thus fail upon the facts, I consider that it could not be sustained in view of the fact that, under the relevant section of the Bank Act, the question whether the sum of \$100,000 had been *bonâ fide* paid in or not was a matter to be proved "to the satisfaction" of the Treasury Board. The certificate having been granted, is conclusive as against a party in appellant's position.—*McGalde vs Royal London Mutual Ins. Society*, 26 *Times L. R.*, 357 and *ib.*, p. 471.

"As to the objection that the transfer to Brunet was not accepted by writing in the transfer book in the bank's office, I would say that Brunet was in the same position as if he had appointed an agent by power of attorney to sign the acceptance for him at the bank. That is virtually what he did. If more precise formality were needed, Brunet as a director should himself have seen that the thing was done in due course.

"Next, as regards the objection that the shares were not numbered, I consider, especially in view of the appellant's own averments in his suit against Roy, that he cannot dispute that Brunet really owned thirty shares of the stock of the insolvent bank.

"The reasons are to be seen in the notes of the learned

trial judge to dispose in all other respects of the appellant's pretensions.

"I would dismiss the appeal, with costs."

Sir L. A. Jetté, J. C. — "Les autorités suivantes: 5 *Thompson, on Corporations, ch. 177: Judicial forfeiture; Windsor Hotel Company and Lewis, 26, J., 29; Sarazin vs The Bank of St. Hyacinthe, 28 J., 270; Pacaud vs Rickaby, 1 Q. L. R., 245,* sont à l'effet qu'en l'absence des termes exprès du statut au contraire, l'Etat peut seul, par une action directe, contester à une corporation le droit d'exercer ses franchises. Un individu ne peut prendre avantage d'une irrégularité dans la formation ou l'obtention de la charte d'une corporation. Ce droit appartient au pouvoir souverain, à la Couronne, qui peut l'exercer ou y renoncer.

"Quand même une corporation n'existerait que *de facto*, l'Etat seul peut mettre en doute son existence corporative. La cour est tenue de reconnaître une corporation dans tout corps incorporé, en autant que les tiers sont intéressés, jusqu'à ce qu'il ait été dissous par des procédés judiciaires intentées par le Gouvernement qui l'a créé."

Bisaillon & Brassard, avocats de l'appelant.

Kavanagh, Lajoie & Lacoste, avocats de l'intimé.

COUR D'APPEL.

Accident du travail. — Autorisation à poursuivre. —
Discretion du juge. — Appel.

MONTREAL, 28 octobre 1911.

Sir LOUIS A. JETTÉ, J. C., TRENHOLME, LAVERGNE, CROSS
et ARCHAMBEAULT, JJ.

CHS. DONALDSON *et al.* vs ZEPHIRIN DEFOY.

Jugé.—1o. Que le juge doit accorder l'autorisation de poursuivre, sous l'article 27, 9 Vict., ch. 66, "Loi concernant les accidents du travail", sans exiger aucune preuve ni par témoin, ni par affidavit, le juge n'ayant aucune discretion à exercer;

2o. Qu'il n'y a pas d'appel d'un jugement accordant cette autorisation.

9 Ed. VII, ch. 66.

L'intimé, le 18 juillet 1910, obtint d'un juge de la cour Supérieure un jugement l'autorisant à poursuivre les appelants en dommages sous le statut 9 Ed. VII, ch. 58, "Loi concernant les accidents du travail."

Les appelants ont inscrit ce jugement en appel.

L'intimé demanda par requête que cette inscription fût renvoyée parce qu'il n'y a pas d'appel d'un pareil jugement,

étant une matière où le juge n'avait aucune discrétion à exercer et qu'il ne pouvait refuser l'autorisation demandée.

La cour a accordé cette requête comme suit :

“Considérant que le juge qui a rendu le jugement dont se plaignent les défendeurs appelants, n'avait pas de discrétion à exercer; que sans enquête ni affidavit, il devait rendre le dit jugement, c'est-à-dire, accorder l'autorisation demandée, permettant à l'intimé d'avoir recours aux dispositions de la Loi 9 Edouard VII, ch. 66, concernant les accidents du travail;

“Maintient la dite motion et renvoie le dit appel avec dépens en faveur du dit intimé contre les dits appelants.”

Sir L. A. Jetté, J. C. — “Les procédures sur requête, sous la loi des accidents du travail, peuvent être assimilées aux procédures en conciliation en France. Le pouvoir exercé par le juge sous l'opération de notre loi n'est purement qu'un acte d'administration. La requête est accordée de droit, et le statut n'exige pas que le juge entende aucun témoin ou ne requiert aucun affidavit. L'appel doit être renvoyé avec dépens.”

McLennan, Howard & Aylmer, avocats de l'appelant.

McAvoy, Henfield & Henfield, avocats de l'intimé.

COUR D'APPEL.

Quo Warranto. — Commissaires d'écoles. — Intérêt dans un contrat.

MONTREAL, 22 mars 1911.

Sir LOUIS A. JETTÉ, J. C., TRENHOLME, LAVERGNE, CROSS
et ARCHAMBEAULT, JJ.

EMILE MARTINEAU vs J. A. DEBIEN.

JUGÉ.—1o. Que toute personne intéressée peut porter plainte, par voie de *Quo Warranto*, lorsqu'un individu tient ou exerce une charge publique dans la province;

2o. Qu'une personne qui a une entreprise ou qui est intéressée dans une entreprise, d'une manière ou d'une autre, avec une Commission scolaire, ne peut être membre de cette commission, ni en exercer la charge.

Code de procédure civile, article 987.

S. R. Q., article 2641.

L'appelant avait pris un *quo warranto* contre l'intimé comme commissaire d'écoles de la ville de Maisonneuve.

L'action du requérant reproche à l'intimé d'avoir été, depuis sa nomination, constamment en relation d'affaires avec la Corporation scolaire; d'avoir été ouvertement, pendant plus de six mois, et ensuite secrètement, l'associé

d'un certain Jovet, à qui il a fait donner par les commissaires toute une série de contrats à des prix fantaisistes; d'avoir acheté personnellement d'un nommé Deprouter, un terrain au prix de \$943.00 pour le revendre le même jour à la Commission \$2,700.00 réalisant ainsi un profit d'à peu près 300 par cent; d'avoir manœuvré pour se faire octroyer par l'entremise de son associé Jovet un contrat à \$15,500, de préférence, et de l'avoir, par la suite, fait modifier de façon à augmenter encore de \$4,000 à \$5,000 la marge de ses profits; il allègue qu'il trahit les intérêts des contribuables, qu'il profite de sa position pour exploiter le public et qu'il n'exerce plus ses fonctions que pour son profit personnel, sans aucun égard aux devoirs que la loi et que la simple probité lui imposent.

Sur inscription en droit, les paragraphes se rapportant à ces allégations, au nombre de 19, furent retranchés.

Les considérants du jugement étaient les suivants:

"Considérant qu'on peut porter une plainte par voie de *quo warranto* contre un individu qui exerce illégalement une charge publique, mais non pas parce qu'il en remplit mal ou malhonnêtement les fonctions;

"Considérant d'un autre côté que certains des paragraphes attaqués en droit peuvent donner ouverture à la preuve de circonstances que fera le demandeur pour établir que l'intimé avait indirectement, mais réellement, lors de la demande, un contrat avec la corporation mise-en-cause, ce qui le déqualifierait."

La cour d'appel a renversé ce jugement par le jugement suivant:

"Considérant qu'aux termes de l'article 987 du Code de procédure civile, toute personne intéressée peut porter plainte, lorsqu'un individu tient ou exerce illégalement une charge publique dans la province;

"Considérant qu'aux termes de l'article 2641 des Statuts

Refondus de Québec, 1909, une personne qui a une entreprise pour une commission scolaire ne peut être membre de cette commission;

“Considérant que les allégations de la requête de l'appelant qui ont été rejetées par le jugement de la Cour de première instance, en les reliant les unes aux autres, sont à l'effet que l'intimé a été et est intéressé, d'une manière ou d'une autre, dans les entreprises de la Commission scolaire de la ville de Maisonneuve, dont il est un des membres;

“Considérant que l'intimé serait inhabile à agir comme membre de la Commission scolaire de Maisonneuve, et exercerait ainsi illégalement cette charge si les allégations rejetées étaient prouvées;

“Considérant que, pour ces raisons, le jugement qui a rejeté ces allégations est mal fondé, et doit être infirmé;

“Casse et annule le dit jugement interlocutoire rendu par la cour Supérieure, à Montréal, le cinquième jour de novembre 1910; et, procédant à rendre le jugement que la dite cour de première instance aurait dû rendre, renvoie l'inscription en droit produite par l'intimé contre la requête de l'appelant, avec dépens des deux cours.”

Archambeault, J. — “Toute personne intéressée peut porter plainte lorsqu'une autre usurpe, ou détient illégalement une charge publique dans une corporation municipale ou scolaire ou dans toute corporation publique. En vertu de l'article 2641 des Statuts Refondus de Québec, 1909, une personne qui a un intérêt dans un contrat avec une corporation municipale ne peut être un membre de cette corporation. L'intimé est un Commissaire d'Écoles de la ville de Maisonneuve, et suivant les allégations de la requête, prises dans leur ensemble, il est intéressé dans des contrats accordés par les Commissaires d'écoles de Maisonneuve; et si cela est vrai il n'est pas qualifié pour être commissaire d'école; et, par conséquent, il détient et exerce

illégalement cette charge. Le jugement rejetant ces allégations est mal fondé et est renversé avec dépens."

Beaubien & Lamarche, avocats de l'appelant.

Geoffrion, Geoffrion & Cusson, avocats de l'intimé.

* * *

NOTES.—*C. B. R., Martel vs Prévost, 6 R. P., p. 244:* "Dans l'espèce les faits allégués et offerts en preuve, constituent une incapacité de droit commun, sinon statutaire, d'exercer la charge de syndic.

"Il n'est pas nécessaire que cette incapacité soit déclarée par une disposition statutaire, pour donner lieu au recours de l'article 987 du Code de procédure civile.

"Cette disposition du Code s'applique à une incapacité survenue après l'élection ou la nomination du titulaire de même qu'à une incapacité existant lors de son élection."

COURT OF APPEAL.

Conspiracy. — Evidence. — Accomplice. — Corroboration. — Entries in book.

MONTREAL, 27th June, 1911.

Sir LOUIS A. JETTÉ, C. J., TRENHOLME, LAVERGNE, CROSS AND CARROLL, JJ.

THE KING vs PHILIPPE ST-PIERRE.

HELD.—That it is not a rule of law that the evidence of an accomplice must be corroborated, it is only a rule of practice; and in a case of conspiracy to defraud, entries made in a book by the prisoner are sufficient corroboration.

This appeal is on a case reserved for the full bench of this court from the sentence pronounced by Langelier, J. S. P., on the 21st of April, 1911, convicting appellant, St. Pierre, and one St. Amand of conspiracy to defraud and of defrauding, for about eighteen months ending January 21, 1911, the Montreal Hide & Calf Skins Company, of the sum of \$1,700. St. Pierre was given three years and St. Amand two months at hard labor.

In the court of Special Sessions:

Langelier, J. — “La première question qui se présente

est celle-ci : un accusé peut-il être condamné sur le témoignage seul de son complice ? Faut-il que ce témoignage soit corroboré ? Et dans l'affirmative, dans quelle mesure ?

“Autrefois, la chose n'était pas nécessaire et un grand nombre d'accusés ont été condamnés sur le témoignage non corroboré du complice. Dans les procès politiques qui eurent lieu en Angleterre sous Henri VIII, l'on finit par s'insurger contre les condamnations obtenues sur le témoignage isolé des complices. Cependant, ce n'est que vers la fin du XVII^e siècle que les tribunaux commencèrent à conseiller aux jurés de ne pas condamner sur la foi du seul témoignage d'un complice. En Angleterre, cette pratique n'était fondée sur aucun texte de loi ;—elle était, de la part du juge simplement, l'expression de son opinion quant au poids de la preuve en adressant le jury. Cette doctrine était universellement reconnue, non pas comme une règle de la preuve, mais bien comme un avis du juge au jury qui, dans son appréciation des faits, pouvait, sur la preuve d'un complice, acquitter ou condamner l'accusé.

“Aux Etats-Unis, dans plusieurs Etats, il existe aujourd'hui une loi décrétant que le témoignage d'un complice doit être corroboré.

“Lord Abinger a parfaitement posé la règle dans les termes suivants, *in Re. Rex vs Farler*, 86 *C. C. P.*, 106 : “It is a practice which deserves all the reverence of law, that judges have uniformly told juries that they ought not to pay any respect to the testimony of an accomplice unless the accomplice is corroborated in some material particulars. . . the danger is that when a man is fixed and knows that his own guilt is detected he purchases immunity by falsely accusing others.” L'élément essentiel en tous cas c'est qu'il est présumé attendre comme récompense au moins un adoucissement dans sa punition.

“Chez nous la jurisprudence bien établie est à l'effet que

le juge, en adressant le jury, doit le mettre sur ses gardes et lui dire que le témoignage du complice doit être corroboré.

“Le savant avocat de la défense a très habilement et très justement insisté sur ce point, il a cité une forte autorité à l'appui de sa prétention, 10 *Can. Cr. Cases*, p. 128.

“Une autre question découle de la première: quelles doivent être l'étendue et la nature de cette corroboration? Il est clair qu'elle doit être indépendante de la preuve fournie par le complice,—elle doit au moins corroborer les dires des complices quant à la participation de l'accusé dans la perpétration du crime. En d'autres termes cette corroboration doit être telle qu'elle puisse persuader le jury ou le juge qu'ils peuvent accepter le témoignage du complice. Cette corroboration, enfin, doit porter sur des faits entièrement indépendants de ceux prouvés par le complice, sur des faits qui démontrent vraiment que l'accusé a été mêlé au crime qu'on lui reproche.

“C'est la doctrine enseignée dans *Russell's, on Crimes. Archibald, dernière édition, Criminal Pleadings and Evidence*, p. 391, pose la règle dans les termes suivants:

“It is the general practice to require corroboration: and for the prosecution, in order to induce the jury to credit his testimony, to give other evidence confirmatory of, at least, some of the leading circumstances of his story from which the jury may be able to presume that he has told the truth as to the rest, etc., etc.”

“Telle est la loi et la jurisprudence en ce qui concerne la corroboration du témoignage d'un complice.

“Examinons la preuve à la lumière de ces principes et voyons en quoi elle consiste:

“Le témoignage de St-Arnaud, si nous devons y ajouter foi, est formidable contre l'accusé. Il nous a raconté que depuis deux ans, de connivence avec St-Pierre, ils avaient

pu voler environ trois mille piastres (\$3,000.00) à la compagnie dont l'accusé était l'employé. Le témoignage du complice est toujours mal vu, car il implique de sa part la trahison de son associé.

“Dans la présente cause, St-Arnaud n'a mis aucun zèle à dénoncer son complice,—il n'appert pas non plus, qu'aucune promesse lui ait été faite pour obtenir ses aveux. Il aurait bien pu, une fois découvert, dénoncer St-Pierre pour s'assurer l'impunité. Il ne l'a pas fait,—il s'est sauvé pour échapper à la main de la justice. Ce n'est qu'au bout de huit mois, après avoir été arrêté à Winnipeg, qu'il a volontairement raconté toute l'affaire sans y avoir été sollicité.

“Mais il y a plus à l'appui de son témoignage: ce sont les écrits mêmes de l'accusé. Nous avons le livre dans lequel il entrait les peaux qu'il recevait, nous avons le reçu écrit de sa main qu'il a donné à St-Arnaud le 20 janvier mil neuf cent dix pour cinquante-cinq peaux de plus que le nombre qu'il avait reçues,—nous avons le témoignage des trois bouchers qui jurent qu'à cette date ils ne lui ont vendu que vingt-cinq peaux,—nous avons également les témoignages des autres bouchers qui jurent qu'à la même date ils ne lui ont pas vendu une seule peau. Ces deux écrits, ces témoignages corroborent sur des points matériels le témoignage du complice. L'accusé n'a pas même tenté d'en détruire la portée. Entendu comme son témoin, St-Pierre a admis les deux écrits faits de sa main, mais il a nié sa culpabilité. On sait le cas qu'il faut faire du témoignage d'un individu placé entre son serment et sa liberté. Un autre fait très grave contre l'accusé, c'est qu'il a juré qu'il ne se rappelait pas le montant de peaux que St-Arnaud lui avait remis le 20 janvier, qu'il n'en a pas vérifié le nombre, qu'il n'en a préparé le reçu que dans l'après-midi et les a alors entrées dans son livre. Il a corroboré

St-Arnaud sur ce point important en admettant que *c'était lui qui avait remis le reçu à l'office.*

"En présence de cette preuve je suis obligé d'en venir à la conclusion bien pénible que l'accusé Philippe St-Pierre est coupable du crime de conspiration tel que porté dans l'acte d'accusation."

The ground for appeal is that, although St. Amand pleaded guilty and turned King's evidence, his evidence was not corroborated and the magistrate had no power to convict the prisoner on the evidence of an accomplice alone.

The appeal was dismissed.

Trenholme, J.—"In England, the practice was that no conviction can be had on the uncorroborated evidence of an accomplice, and that it was customary for the judges there to warn the jury that they ought not to convict unless they think that the evidence of the accomplice is corroborated.

"But, it is to be observed, that it is not a rule of law, even in England, that an accomplice must be corroborated, but one of practice merely.

"In the present case, however, we have the evidence of the accomplice corroborated by certain entries in a memorandum book found upon the prisoner, and they support in the clearest manner the evidence given by St. Arnaud.

"In a recent case in Ontario, the Court of Appeal in *Rex vs Frank*, (16 *Can. Cr. Cases*, 237), it was decided that on a trial by a judge without a jury a conviction upon the evidence of an accomplice will not be set aside for want of corroboration.

"The two cases are practically identical, and we think, on the strength of this authority, and on the fact that there was positive corroboration in the case before us, that the conviction was right.

"The conviction should be sustained."

Lafortune & Walsh, attorneys for the Crown.
N. K. Laflamme, attorney for the prisoner.

SUPERIOR COURT.

**Contract. — Error. — Consideration.—Nullity.—Content
of deed.**

MONTREAL, 3rd December, 1910.

ARCHIBALD, J.

DAME L. E. ECKELS vs M. A. PICHE.

HELD.—1o. That error is the *bona fide* belief that something exists which does not exist, or that something does not exist which does exist, but not the mere want of knowledge as to whether a thing exists or not. Error is something different from mere ignorance.

2o. That it is not sufficient in order to constitute error which would invalidate a deed, that the person who signs it did not know its contents. It must appear that not only the content were not known, but that the party claiming the nullity of the deed believed that the deed did contain something which it did not, in reality, contain, or else believed that it did not contain something which it did in reality contain.

3o. That a deed may not be void for want of consideration, although the considerations expressed in the deed may be negatived, if it be proved that some other solid considerations actually existed.

4o. That although the Court would not set aside a deed

for want of adequate consideration, yet where no consideration of any descriptions was given the deed will be annulled.

Civil Code, articles, 778, 984 et s.

The plaintiff's action against the defendant is to set aside a deed of agreement between plaintiff and defendant, purporting to contain an acknowledgment, on the part of plaintiff, that she had borrowed a sum of \$2,000 from the defendant, and undertaking, in certain eventualities, to repay the said sum to the defendant, and granting hypothec upon said property in favor of the defendant to secure the fulfilment of plaintiff's obligation towards defendant.

Plaintiff alleges that she acquired from Fred. G. Wooster, a certain piece of real estate for the sum of \$5,500, deed being passed on the 25th of August, 1903, before H. M. Marler, notary; that she paid cash upon said purchase, \$5,000, and assumed a mortgage of \$500, due to the Montreal Investment and Freehold Company; that said deed of sale was duly registered on the 2nd of September 1903; that, on or about the same day, a document, purporting to be a deed of loan, was passed between the defendant and the plaintiff; that said deed falsely sets out that the plaintiff had received from the defendant, previous to the execution of the said deed; the sum of \$2,000 and that plaintiff mortgaged to the defendant the property above-mentioned to secure the payment of the said sum; that it was stipulated in said deed that the sum of \$2,000 should become due by plaintiff if the property was sold by forced sale, in which case there should be an indemnity of 5 per cent.; that it was further stipulated in said deed that the said sum should become payable upon the happening of the following events; if the plaintiff sold the property or any part thereof without first obtaining the

cr
at
th
in
pa
th
for
tio
tiff
the
th
un
the
the
he
the
pro
the
hei
sai
sig
ed
an
tiff
det
tha
of
pla
pus
bei
kee
tha
\$5
sai

creditor's consent, or if the property were otherwise alienated without said consent; in the event of the death of the debtor; in the event of the re-marriage of the debtor; in the event of the property being destroyed, in whole or part, to the extent of \$2,000, by fire; or in the event of the debtor failing to fulfil each and every condition set forth; that the agreement further contained the stipulation that if the defendant should pre-decease the plaintiff before the payment of the loan in accordance with the conditions above referred to, then his wife, Dame Martha Conrad Anderson, was to be subrogated in his rights under the deed; and, further, that, in the event of both the defendant and his wife pre-deceasing plaintiff before the said amount became due, and there being no direct heirs, issue of the marriage of the defendant and his wife, then, and in such case, the sum was to become the absolute property of the plaintiff. Provision was then made for the radiation of the hypothec, but if the defendant left heirs, then the amount should belong to them; that the said deed was registered against the property; that the signature of the plaintiff to the said agreement was obtained by the defendant without consideration, and in error, and under mistake as to the nature of the document plaintiff was signing; that plaintiff never received from the defendant the said sum of \$2,000, or any sum of money; that said deed is false; that, at the time of the purchase of the said property, and for some time previous thereto, plaintiff had resided with the defendant and his wife, and purchased the said house as their common residence, it being agreed and understood that the defendant should keep the premises in repair and pay the taxes thereon; that plaintiff furnished her own room and paid defendant \$5 per week for board; that, about the same time when said agreement was passed, plaintiff executed before the

said notary a codicil to her will, in which she made certain legacies in favor of the defendant; that plaintiff was not aware and did not understand that any mortgage was given upon the said property in favor of the defendant; that it was not until a few months prior to the present date, when plaintiff decided to sell the property, that she became aware of the mortgage in question existing in favor of the defendant; that, in the 21st of September, 1903, the defendant paid off the mortgage of \$500 in favor of the Montreal Investment & Freehold Company, and took subrogation of said mortgage, and of this payment the plaintiff was made aware and has since paid the defendant the said sum of \$500; that plaintiff is not indebted to the defendant in any sum whatever, and is entitled to have the said deed cancelled and annulled, and the said mortgage discharged and radiated, and plaintiff prays for the annulment of the said deed and the radiation of the said mortgage.

Defendant pleaded: by a partial inscription in law, which inscription has been dismissed. On the merits, he pleads, denying the essential allegations of the declaration; admits that he refused to cancel the said deed and the registration of the hypothec arising therefrom.

The plaintiff's pretensions as to error were rejected by the Court, but her action was maintained, and the deed was cancelled for want of consideration.

Archibald, J. — "The facts are: Defendant's wife was acquainted with and a friend of the plaintiff in the United States previous to her marriage to the defendant; that defendant and his wife were living in Montreal and were boarding, but had the intention of taking up house-keeping; that defendant's wife wrote to plaintiff, inviting her to come on to Montreal and live with them; that plaintiff did come and did, for a short time, board in the same

h
t
k
t
t

i
c
u
o
is
ti
a
a
d
p
cc
de
h
d
fe
ti
to
bc
\$1
fe
tic
ta
all

pa
pa
tic

house with defendant and his wife, paying her own board; that defendant and his wife soon after took up house-keeping, and plaintiff went to live with them and paid them \$5 per week for her board; that, shortly afterwards, the plaintiff became the possessor of the sum of \$5,000.

"Then arose conversations relating to the propriety of investing that money in a house in which all the parties could find a home; that that course was finally resolved upon, and plaintiff and defendant's wife went in search of a suitable house; that, finally, they found the one which is described in the plaintiff's declaration, and they asked the defendant to go and see it; that the defendant went and approved of it; that the house was a new house, and there were some small things required to be done in connection with it; that finally, the property was purchased and the parties moved into it, and the plaintiff continued living there for nearly five years, with the defendants, with the exception of some visits to her old home in the United States, paying always to the defendant, for her board, the sum of \$5 per week; that the defendant paid no rent for the house in question for the time of his occupation thereof, viz.: from August, 1903, to May, 1908; that the proof shows that this rental would be worth, during that period, at least \$35 per month, or \$1,960 altogether; that the only amounts which the defendant paid were the following: Finishing and decoration, \$382.72; taxes and assessments, \$144.97; school taxes, \$100.55; water rates, \$70.18; insurance, \$45; in all \$746.42.

"Naturally, the item for water rates which is invariably paid by the tenant, ought to be, at any rate to the greater part, taken from that. The item for finishing and decoration is, for the greater part, for things which are always

done by the tenant of the house, such as papering and fixing various things to their taste.

"The deed of agreement contains an acknowledgment on the part of the plaintiff that she had borrowed \$2,000 from the defendant, and also an undertaking to pay the same as set up in the declaration.

"As a matter of fact, the proof shows that the plaintiff never borrowed a cent from the defendant; never owed the defendant anything. The deed of agreement is, therefore, absolutely false in respect to the consideration which is mentioned therein. That is to say: the loan by defendant to plaintiff of \$2,000.00. The deed contains no suggestion of any other consideration than that.

"Defendant's plea does not contain any suggestion of any consideration for the deed in question other than that expressed in the deed. It is true that there are certain vague statements in the proof not warranted by the issue between the parties, concerning the desire of the plaintiff to live with and have a home with the defendants.

"The objections which the plaintiff sets up to this deed are: error and want of consideration.

"Speaking first of error: I might remark that the mere fact of the agreement being even exceedingly against the interest of the plaintiff, would not, in itself, be sufficient indication that the plaintiff must have been in error in signing the deed. Error is something different from mere ignorance. Plaintiff claims that she did not know the contents of the deed. It is not sufficient, in order to constitute error which would invalidate a deed, that the person who signs it did not know its contents. It must appear that, not only the contents were not known, but that the party claiming the nullity of the deed believed that the deed did contain something which it did not, in

reality, contain, or else believed that it did not contain something which it did, in reality, contain.

"Error is the bona fide belief that something exists which does not exist, or that something does not exist which does exist, and not the mere want of knowledge as to whether a thing exists or not.

"Now, a person who signs a deed, who is a literate person, and who is able to read and to understand the writing which the deed contains, would not readily be heard to claim that the deed which that person signed did not contain what it was supposed to contain, or did contain what it was supposed not to contain.

"In the passing of deeds, persons of intelligence are expected to employ reasonable precaution and reasonable means to know what it is they are signing.

"The plaintiff attempted to show that the deed had not been read or explained by the notary. But I do not think that the plaintiff's evidence is satisfactory on that point—doubtful whether such evidence would be legal, the deed itself expressing that it had been read to the parties and no improbation having been taken against that allegation of the deed. I am, therefore, not disposed to think that the plaintiff has sufficiently shown that any error existed as to the passing of the deed, which could, from that motive alone, lead to the nullifying of the deed.

"I believe that, at the time, the plaintiff relied almost entirely upon the defendant—she was willing to sign anything which the defendant asked her to sign. As a matter of fact, about the same time she made a codicil in favor of the defendant, by which she purported to give him, not only the sum of \$2,000, but the whole property. Therefore, it appears to me that the probable fact concerning the plaintiff was willing to sign anything which she was asked to sign by the defendant.

“But there comes now another question as to the consideration of the deed.

Defendant himself admits that he never paid the plaintiff any money; that the statement made in the deed that \$2,000 has been loaned by him to the plaintiff was false.

“As I previously remarked, that is the only consideration mentioned in the deed. I do not say that if it had been proved that the consideration mentioned in the deeds was not the real consideration, but that some other consideration was actually given, that such other consideration may save the deed from the nullity declared by the article of the code. But in the present instance, the defendant does not indicate, by his plea, that any other consideration existed, and the proof of other consideration, if any such proof were made, would not be in support of any issue joined between the parties.

“But even with regard to the possibility of the deed being saved by the proof of some other consideration, I am disposed to think that that position cannot be supported.

“The plaintiff came to Montreal to live with the defendant and his wife, at their request. The plaintiff paid, from the time she came to Montreal until the time she ceased to live with the defendant and his wife—four or five years—the sum of \$5 per week. That sum is a fairly sufficient sum for the board of a woman in the conditions in life in which the parties are in this case. There indeed appears reason to suppose that the money received from the plaintiff was an aid to the defendant and his wife, as to their house-keeping expenses. There is no pretence that the plaintiff did not faithfully pay this sum for board. Plaintiff also furnished her own room. She lived in common with the defendant and his wife, and, of

course, had the advantage of their sitting room in addition to her own room. The plaintiff also paid certain sums of money upon articles of furniture which were not in her own room. Defendant and his wife, it appears, purchased a considerable amount of furniture when they were going to move into the new house.

"The deed of agreement specifies nothing as to the purchase of this furniture, except that all the furniture of every description, which shall be in the house, shall be deemed to be the property of the defendant. Now, a considerable portion of this furniture was bought by the plaintiff, and the deed seems to declare that, even that is to be considered the property of the defendant. The defendant, on the other hand, has charged the whole purchase price of the furniture, which belongs to him, as being an expense made for the plaintiff. This was a fantastically extravagant pretence. The only payments of money which were made by the defendant were those which I have above mentioned, and, in addition, the sum of \$500 which defendant paid to relieve the property in question of the mortgage, and for which payment he took subrogation, and which payment has since been reimbursed to him by the plaintiff.

"Previous to the parties moving into the new house which plaintiff purchased, defendant had leased a house and was paying rental therefor, in a sum of \$30 per month. Defendant obtained release from that expenditure by moving into the plaintiff's house.

"The payments which the defendant actually made about fixing up the house, and about paying taxes therefor would not amount to one-half of the amount which he saved by being relieved from payment of rent.

"I can find absolutely no consideration which the de-

fendant has given for the deed of agreement which was passed between the plaintiff and the defendant. Not one clause of that deed indicates any consideration given by the defendant, except the one which, as above mentioned, is wholly false, viz., that he had loaned to the plaintiff \$2,000.

"I hold that the deed in question is without consideration, and is null and void, and I cancel it and set it aside."

White and Buchanan, attorneys for plaintiff.

Davidson and Wainwright, attorneys for defendant.

* * *

NOTES.—*Considération: C. R. 1882. McCord vs. McCord, 11, R. L., 510.* S'il appert par la preuve que dans l'intention des parties, une donation ne devrait pas être gratuite, mais que le donataire devait se charger de payer au donateur sa part dans une succession dont les biens donnés font partie et que cette donation a été faite, dans ses termes, comme donation gratuite, elle sera annulée comme faite contrairement à l'intention des parties.

Mathieu, J., 1886, Cie de Prêt et Crédit Foncier vs Santerre 14 R. L., 453. Un acte de ratification d'une obligation pour prêt d'argent consenti par un homme illettré, sera annulé s'il est prouvé que cet acte ne lui a pas été lu, et s'il contient des obligations autres que celles que cette personne entendait consentir. La preuve testimoniale est admise pour prouver l'erreur.

C. R., 1887. Foucault vs Foucault, 31 L. C. J., 97. Lorsqu'une partie à concouru a un acte entaché d'erreur, et qu'elle est elle-même victime de l'erreur ou de la surprise; elle pourra demander la nullité du contrat qu'elle aura signé sous ces circonstances.

Davidson, 1878, de Hertel et al vs Rivers et al. R. J. Q., C. S. 487: Error to be a cause of nullity in a contract must be ab-

solite and unquestionable. If there be diversity or contradiction of opinion on a point of law, and each view be supported by imposing authorities, the legal presumption is that the act was done with a knowledge of their existence."

Sup. C., Murray vs Jenkins, 28 *Sup. C. R.* 565 (1898). Where the owner of lands was induced to authorize the acceptance of an offer made by a proposed purchaser of certain lots of land through an incorrect representation made to her and under the mistaken impression that the offer was for the purchase of certain swamp lots only whilst it actually included sixteen adjoining lots in addition thereto, a contract for the sale of the whole property made in consequence by her agent was held not binding upon her and was set aside by the Court on the ground of error, as the parties were not *ad item* as to the subject matter of the contract and there was no actual consent by the owner to the agreement so made for the sale of her lands.

Sup. C. See Pagnuelo vs Choquette, 34, *Sup. C. R.* 102 (1903).

Sup. C. The Providence Life Assurance Society of New York vs Mowat, 32 *Sup. C. R.*, 156. Where the insured, being able to read, has had ample opportunity to examine the policy, and not being misled by the Company as to its terms or induced not to read it, has neglected to do so, he cannot, after paying the premium, be heard to say that it did not contain the terms of the contract agreed upon.

Gosselin vs the Independent Order of Forresters, 11 *R. J.*, 259. In order that error may be cause to annul a contract, it must be inseparable, incontrollable and involuntary.

Duranton: "*Droit Français*" 10, no 106. "En général, l'erreur consiste à croire vrai ce qui est faux, ou à croire faux ce qui est vrai; à supposer une chose qui n'existe pas, ou qui n'est pas celle que l'ont croit exister. Elle est contraire au consentement lorsqu'elle tombe sur quelque chose d'essentiel au contrat: "*nihil tam contrarium consensui quam error.*" 4, 15 *ff de juridict.*

"Elle n'est pas absolument la même chose que l'ignorance qui

consiste seulement à ne pas savoir telle ou telle chose; mais elle se confond souvent avec elle, en ce que l'ignorance d'un fait ou d'une chose peut donner lieu de supposer qu'une autre chose existe, et l'erreur de droit n'est rien autre chose que l'ignorance de la loi. Aussi, dans le droit romain, la matière est-elle traitée sous ce titre, "*de Juris et facti ignorantia*."

24 *Demolombe*, no 84, "L'erreur est une opinion contraire à la vérité: elle est plus grave encore que la simple *ignorance*, avec laquelle il ne faut pas la confondre: l'ignorance ne sait pas, l'erreur croit savoir, et elle se trompe.

No 125. "Il faut en dire autant de l'erreur sur la nature des contrats ou de l'opération que les parties se proposaient de faire.

J'ai cru vous vendre ma maison; et vous avez cru la louer! Il n'y a ni vente, ni louage. Nos volontés ne s'étant pas rencontrées, le consentement fait absolument défaut.

Une obligation contenant une considération fausse ou incomplète n'est pas moins valide si elle a une cause réelle.

Fuzier-Herman, Art. 1131, nos. 3, 100, 102, 103, 113; Beaudry-Lacantinerie, 1897, Obligations, nos 305, 307 et 308.

6 *American-English Encyclopedia Laws* 694. "Although the consideration of simple contracts and of certain forms of real conveyances must be valuable, it is not essential that the consideration should be adequate in point of value. The law does not weigh the "quantum" of consideration, deeming it unwise to interfere with the facility of contracting and the free exercise of the judgment and will of the parties, but allows them to be the sole judges of the benefits to be derived from their bargains, provided there is no incompetency and the agreement violates no rule of law." 2 *Black. Comm.* 445. 2 *Black. Comm.* 445.

Lésion: Wilson vs Lacoste, 20 *R. L.*, 285. "A deed of sale cannot be rescinded on the ground of lesion, where the amount of the consideration, and the actual value of the property at the execution of the deed are not fully established. *Charlevoix vs Charlevoix*, 26 *L. C. J.*, 364; *Chapleau vs Debiens*, 18 *L. C. J.*, 194.

Lemoine vs Lionais, 2 L. J. C., 163; 2 R. L., 333.

V. Beauchamp C. e., art. 1012, jurisprudence et autorités.

Preuve testimoniale: C. R. Maucotel vs Tétrault, 32 S. C. 500, (1907): La preuve testimoniale est toujours admissible pour établir l'erreur ou la fraude.

Beaudry-Lacantnerie. Droit civil, Tr. des obligations. nos 50, 51, 71; *Caisse des Assurances Agricoles C. Renoul.* (Cour de Cass. 19th Jan. 1870. P. 71, 230. Also *Sirey* 71, 1, 97 and *Dalloz*, 70, 1, 302. "La preuve testimoniale est admissible à l'effet d'établir l'existence d'une erreur matérielle commise dans la rédaction d'un acte."

Bonnier: "Traité des preuves en droit civil, no 142 bis: "Enfin, même en l'absence de dol, de fraude ou de simulation, la preuve testimoniale a été jugée admissible à l'effet d'établir l'existence d'une erreur matérielle commise dans la rédaction de l'acte. La difficulté portait sur l'état des lieux énoncé dans une police d'assurance dont l'assuré demandait la rectification: il y a été déclaré recevable par un arrêt de la chambre des requêtes du 19 janvier, 1870. Cette décision serait évidemment applicable à une erreur de calcul."

COURT OF APPEAL.

City of Montreal. — Homologated line. — Public street.
— Servitude. — Prescription. — Action négatoire.

MONTREAL, 25th November, 1910.

SIR L. A. JETTÉ, C. J., TRENHOLM, LAVERGNE, CROSS, and
ARCHAMBEAULT, JJ.

THE CITY OF MONTREAL *vs* DAME E. S. TIFFIN, et vir.

HELD.—That although the homologation of a line appearing on the official plan of the City of Montreal, preventing the owner from building beyond the line, except at his own risks, does not properly create a servitude, nevertheless this right of the City of Montreal is prescribed by a non-user of its right of expropriation during thirty years.

Code Civil, articles 490, 562; 37 Vict., Ch. 51, Sect. 167, 174; 42-43 Vict., Ch. 53, Sect. 17.

The action was *négatoire*.

The plaintiff prayed for the radiation of an homologated line which traversed their property in the city of Montreal, on the ground that it constituted a servitude, which had become prescribed by non-user during a period exceeding thirty years.

The city of Montreal demurred to the action and contended that under the terms of its charter it was authorized to open streets in its discretion and that it was a legislative power so conferred upon it and not susceptible to control in the manner claimed by the Respondents.

The Appellant also filed a plea to the merits in which it substantially repeated the contentions of the *demurrer* and further alleged that by the Act 42-43 Victoria, chap. 53, section 17, the City was authorized to abandon a line that had been homologated, upon petition by a majority of the proprietors affected by such line, and that this procedure had never been adopted by Respondents.

To this plea, the Respondents in turn demurred on the ground that it no where appeared that this recourse was exclusive, or excluded the ordinary common law right of the Respondents.

Preuve avant faire droit was ordered on both these demurrers.

The Superior Court maintained the action by the following judgment:

“Considérant que des demandeurs ont prouvé les allégués essentiels de leur déclaration, notamment l'établissement d'une ligne de division entre les lots 119 et 120 du plan officiel du quartier Est de cette Cité, la propriété des demandeurs; que cette ligne de division a été faite et établie par la défenderesse, tel qu'appert sur le plan homologué du dit quartier, et existait depuis plus de trente ans avant l'institution de cette action;

“Considérant que l'établissement de cette ligne constitue une servitude sur la propriété des demandeurs;

“Considérant que la défenderesse n'a fait aucun usage de cette servitude pendant l'espace de trente ans; que les pouvoirs discrétionnaires que lui accorde sa charte, ne

font point exception à la règle de droit commun qui prescrit que la servitude est éteinte par le non-usage pendant trente ans; que la dite servitude était éteinte plus d'une année avant l'institution de la présente action;

“Considérant que la procédure indiquée par la charte de la Cité pour demander le rejet des plans homologués ou leur modification, n'enlève pas au propriétaire son recours de droit commun; que, dans l'espèce, les autres intéressés au dit plan ne s'étant pas prévalus de la procédure indiquée par la charte de la Cité pour faire modifier le dit plan, les demandeurs étaient et sont justifiables de le faire en leur propre nom au cours de la procédure ordinaire;

“Considérant que l'action prise par les demandeurs est bien fondée en fait et en loi, et que la défense en droit comme défense au fond sont mal fondées.

“Renvoie les dites défenses, maintient l'action des demandeurs, déclare prescrite et éteinte par le non-usage pendant trente ans la servitude imposée sur les lots des demandeurs pour l'établissement de la dite ligne de division, et ordonne que cette ligne, à partir de la rue Notre-Dame jusqu'à la rue St-Jacques, entre les lots 119 et 120, du plan du quartier Est, est nulle et sans effet, et ordonne qu'elle soit effacée du dit plan; le tout avec dépens distraits à Mtre Bond, avocat des demandeurs.”

This judgment was confirmed by the Court of Appeal on the plea of prescription:

Cross, J. — “The substantial question for decision is whether the making of the line in question pursuant to the statute which authorized it, is to be regarded as having created something which is in law a servitude such as is extinguished by non-user during thirty years according to the rule stated in C. c. 562, or whether, instead of

being a servitude, it is some thing of the nature of a by-law or regulation intended to operate permanently or to have continuing effect.

"The first enquiry naturally would be to determine what legal effect the statute gives to this "line."

"This is determined in a part of the Act 37 Vic. cap. 51, headed "Streets, Highways and Public Places." By sec. 167 in that part it was provided that the corporation might, at any time, cause streets to be "laid out, fixed and determined at the city's expense."

"By sec. 167, the surveyors employed were required to make out plans indicating the streets, whether existing or projected, and to designate on the plans the new lines of the streets which were to be widened in the interest of the public.

"By sec. 171, it was provided that the plan when so confirmed "shall be then decisive and binding upon the said corporation, and the proprietors therein interested, and upon all other persons whomsoever; and no indemnity or damage shall be claimed or granted at the time of the opening of any of the new streets, public places or squares shown on the said plan, or at the time of the widening of any of the streets, public places or squares indicated on the said plan, for any building or improvement whatsoever that the proprietors or other persons whatsoever may have made or caused to be made after the confirmation of the said plan, upon any land or property, reserved either for new streets, public places or squares, or for the widening of any of the said streets, public places or squares of the said city."

"By sec. 173 power is given to the city to widen the streets indicated as to be widened, upon adopting specified formalities for expropriation and assessment. Such are the statutory provisions.

"Two definite legal consequences would seem to follow from this legislation. One was that landowners had the means of knowing in advance the line to which a street would be widened. The other was that, while the city, in making the widening, would have to proceed by ordinary expropriation, it did not need to pay any compensation for any buildings erected outside of the line after confirmation of the plan.

"There was thus created a right in favor of the city, if it should choose to take the property outside the line, to take it without having to pay for any building additions made after the 7th September, 1876, date of confirmation of the plan. The right commenced to exist on that date. Nothing is said in the Act about how long it would exist, though it is said that the plan, when confirmed, shall be final and binding.

"Is this right a servitude, of a kind liable to extinction by non-user, or is it something of the nature of an ordinance having continuing operation?

"A real servitude is a charge upon one real estate for the benefit of another belonging to a different proprietor. (C. c. 499.)

"Servitudes established for public utility have for their object the foot-road or two-path along the banks of rivers, the construction or repair of roads or other public works. (C. c. 507.)

"Under the operations of the corresponding provisions of the Code Napoléon and of special legislation in force in France, the would appear to have been established in France a process of "alignment" which is described as being "*à la fois une servitude d'utilité publique et un droit pour les riverains*" and which, it is said, "*a pour but, etc.*"—2 *Ducrocq*, no 851, cited in *Fuz-Her.*, *Code Ann. art. 538*, no 222; and *ib. Art. 650. no 51.*

"The system thus described, and which is said to be of the nature of a servitude, evidently constitutes a much more serious dismemberment of the right of ownership than do the provisions respecting the "line" in question in this case.

"In fact, there is in the system which prevails in France an actual prohibition either to build or to repair and maintain existing buildings, and the end arrived at is the taking over in consideration of paying compensation for land only, whereas in regard to the "line" here in question there is no such prohibition. The respondent and her predecessors, have been at all times free to build both outside and inside the "line". If the city did not expropriate, her enjoyment of her property was unimpaired. If the city did expropriate, there was to be no compensation for new buildings. This cannot properly be called a servitude "*non edificandi*." It is merely the impairment of the right of the proprietor not to have to submit to have his property taken from him without just indemnity, in so far that in one aspect there is loss of the right to indemnity. This being so, the authorities upon the modern law of France cited for the appellant cannot be safe guides.

"Is this right of the appellant one which would be extinguished by prescription of thirty years?

"Counsel for the appellant has dwelt upon the fact that the right exists for the public benefit in favor of the municipal corporation and has cited the words "persons not privileged" in art. 62. But it was one of the objects of the code to take away that attribute of certain privileged persons or bodies which exempted them from the loss of rights by prescription or prolonged the period of it in their interest. Now, "prescription runs against all

persons unless they are included in some exemption established by this code, or unless it is absolutely impossible for them in law or in fact to act by themselves or to be represented by others."—C. c. 2232. The excepted persons, such as the Sovereign, minors, etc., need not be enumerated. In special reference to municipal corporations, art 2220 C. c. makes provision that the sites of roads and streets cannot be acquired by prescription, and there toleration of encroachment and this is followed by art. 2221, in which it is stated that:

"Any other property belonging to municipalities or corporations, the prescription of which is not otherwise determined by this code, is subject, even when held in mortmain, to the same prescriptions as the property of private persons."

"So much as regards persons against whom prescription runs. As regards the things or objects, the law has been designedly made as wide as possible, thus: "All things, rights and actions, the prescription of which is not otherwise regulated by law, are prescribed by thirty years."—C. c., 2242.

"In view of these prescriptions of the code and of the nature of the statutory right above explained, it is safe to conclude that if the right in question is not to be regarded as a servitude liable to extinction by non-user during thirty years, as contemplated by article 562 C. c., then it is one of the "things, rights and actions" mentioned in art. 2242 and liable to extinction in the same way.

"It has been, however, argued for the appellant that the only prescription which would run would be an acquisitive prescription which could only commence in respect of a building or structure erected in disregard of the line from the time of such erection.

"The answer to that is that if the owner of the building so erected claimed compensation for the taking of it for street purposes upon the strength of the right by prescription, it is clear that he could not make good his claim by counting time elapsed before he had built, and in that view the decision in the St. Antoine case would be obviously right if the case were one where indemnity was sought to be established for buildings erected in such circumstances.

"But here, what is in question is the right of the city resulting from the judicial confirmation of the plan made upon the authority of the charter provisions above cited, and that the right, for the reasons above given, is one which is liable to extinction by prescription.

"It was also contended, for the appellant, that there had been in fact user of the servitude of right. This contention is based chiefly upon the fact that, within the thirty years, the city acquired a triangular piece of land, C. B. B, out of lot 120. There are two reasons why this contention is unfounded.

"In the first place, the piece of land thus acquired has no relation to the line A. B, complained of by the respondent, in the sense of making or tending to make such line a street line, but, on the contrary, it was an acquisition of land for the extension of St. James street to the line D B C, shown on the plan. Secondly, the acquisition of this piece of land was not an act prosecuted as affecting proprietors interested in the line complained of, or carried out so as to subject them to an expropriation assessment. It is consequently not necessary to consider on this appeal the question how far the compulsory taking of land to the "line" at one point in a street would amount to user of the servitude or right such as would in-

interrupt the course of prescription in respect of other landowners in other parts of the same street. It is clear that the acquisition of the piece of land in question was not a user of the right in relation to the line complained of.

"The further pretension that the act of the respondent, in erecting a building in disregard of the line, amounts to an act of recognition such as to interrupt prescription, is unintelligible to me.

"There remains the argument based upon the amendment made by the later act 42-43 Vict., cap. 53, which provides a procedure for the cancellation of the "lines."

"The amendment weakens instead of strengthening the appellant's case in so far as it has the effect of making the maintenance or the erasure of the "lines" a matter of private bargain, and consent on the part of the city, and the landowners, instead of being something like the "alignement" in France, which might be considered to be intended, like a municipal ordinance, to have a continuing and permanent effect and operation.

"The fact that a creditor may abandon his right, or that the debtor may sue for rescision of it, before it becomes extinguished by prescription does not stand in the way of a plea of prescription after expiration of the requisite time.

"I would, therefore, confirm the judgment, and dismiss the appeal, with costs in both courts against appellant."

Ethier, Archambault, Lavallée, Damphouse, Jarry and Butler, attorneys for appellants.

W. L. Bond, attorney for respondents.

* * *

NOTES.—It has been maintained in several causes that an homologated line constituted a servitude.

OUVRAGE

C

Par L'HON.

Ces volum

PRIX

1 vol. in

WI

17 et

OUVRAGES RECEMMENT PARUS

COURS DE DROIT CIVIL

DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

Par L'HON. F. LANGELIER, Docteur en Droit, Juge de la Cour Supérieure et
Professeur de Droit Civil à l'Université Laval.

*Ces volumes contiennent une introduction générale, un précis d'histoire du Droit
Canadien et l'explication des articles 1 à 2277 du Code Civil.*

L'ouvrage est maintenant complet en 6 volumes.

PRIX : Pour les souscripteurs seulement, chaque volume relié ½ chagrin ou
½ veau, \$ 6 . 0 0 .

DE LA FORME

DES

TESTAMENTS

PAR

JOSEPH SIROIS, LL.L.

NOTAIRE DE QUEBEC.

1 vol. in-8 400 pages. Prix: broché, \$3.00, relié ½ chagrin, \$3.50

WILSON & LAFLEUR, Limitée, Editeurs

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

17 et 19, rue Saint-Jacques, MONTREAL, Canada

Vient de Paraitre !! { 1 vol. in-8 de 1300 pages
Prix : relié $\frac{1}{2}$ veau, \$10.00

RÉPERTOIRE

DE LA

Revue Légale, N. S.,

ET DE LA

Revue de Jurisprudence

SOUS FORME

ALPHABETIQUE ET CHRONOLOGIQUE

CONTENANT

UN RÉSUMÉ DES DÉCISIONS JUDICIAIRES CANADIENNES ET ÉTRANGÈRES AVEC
LES NOMS DE LA COUR, DES JUGES ET DES PARTIES, LA DATE DU
JUGEMENT ET LES AUTORITÉS CITÉES, AINSI QUE LES ÉCRITS
PUBLIÉS DANS LES 24 DERNIERS VOLUMES DE CES
REVUES, SUIVIS D'UNE TABLE DES CAUSES.

— PAR —

J. J. BEAUCHAMP, LL.D., C.R.

Avocat au Barreau de Montréal.

Auteur de "*The Jurisprudence of the Privy Council*", du "*Répertoire de la
Revue Légale*", du "*Code Civil Annoté*" et Rédacteur de la
"*Revue Légale, n. s.*"

L'étude du droit élève l'âme de ceux qui s'y
vouent, leur inspire un profond sentiment de la
dignité humaine, et leur apprend la justice, c'est-
à-dire le respect pour les droits de chacun.
(ESBACH, *Etude du droit*, p. 12).

WILSON & LAFLEUR, Limitée, Editeurs

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE LIVRES DE DROIT

ET DE JURISPRUDENCE.

N^{os} 17 et 19, RUE ST-JACQUES

MONTREAL